



## Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques

Résumés des conférences et travaux

140 | 2009  
2007-2008

---

### Archives orales et histoire des organisations

Florence Descamps

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ashp/746>

ISSN : 1969-6310

#### Éditeur

École pratique des hautes études. Section des sciences historiques et philologiques

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2009

Pagination : 306-308

ISSN : 0766-0677

#### Référence électronique

Florence Descamps, « Archives orales et histoire des organisations », *Annuaire de l'École pratique des hautes études (EPHE), Section des sciences historiques et philologiques* [En ligne], 140 | 2009, mis en ligne le 02 novembre 2009, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ashp/746>

---

Tous droits réservés : EPHE

## ARCHIVES ORALES ET HISTOIRE DES ORGANISATIONS

Maître de conférences : M<sup>me</sup> Florence DESCAMPS

Programme de l'année 2007-2008 : I. *De l'ingénierie patrimoniale à la valorisation scientifique et culturelle des sources orales.* — II. *Étude d'un cas. L'histoire du ministère des Finances au XX<sup>e</sup> siècle.*

### I. *Ingénierie patrimoniale et historique des sources orales*

Comme chaque année, nous avons consacré une séance aux concepts d'ingénierie culturelle et d'ingénierie patrimoniale. Puis nous avons dégagé la notion d'ingénierie historique, analysé son émergence dans les années 1970 et 1980<sup>1</sup>, précisé sa définition et consacré plusieurs séances aux organismes qui la pratiquent (agences culturelles privées, services d'archives, associations d'histoire d'entreprise et comités d'histoire ministériels). Nous avons analysé les réalisations qui peuvent lui être rattachées (conduite de programmes archivistiques et patrimoniaux, développement volontariste d'un secteur de recherche, activités scientifiques et d'animation de la recherche, activités de diffusion et d'édition, communication historique, vulgarisation, valorisation patrimoniale et médiation culturelle), ainsi que les contraintes qui enserrent cette ingénierie (contraintes de calendrier, contraintes budgétaires, financières, juridiques, politiques, etc.).

Afin d'entrer dans le concret de l'application de cette notion d'ingénierie historique, nous avons choisi de concentrer notre étude sur l'ingénierie des archives orales dont l'acuité et l'actualité ne se démentent pas en France, pas plus qu'à l'étranger d'ailleurs. Un historique de l'acclimatation des archives orales au xx<sup>e</sup> siècle a été mis en place, pour aboutir à la question de l'existence éventuelle et distincte, à côté de celle – indéniable – d'un patrimoine audiovisuel, d'un patrimoine oral. Dans un second temps, toutes les étapes de cette ingénierie des archives orales (étude du projet, définition des objectifs, mise au point du cadre juridique, sélection des témoins, conduite et réalisation des entretiens, archivage et conservation, rédaction des notices analytiques et biographiques, catalogage, questions juridiques et gestion des droits patrimoniaux) ont été passées en revue. Un accent particulier a été mis sur les enjeux de valorisation, sur les exploitations scientifiques ainsi que sur la multiplication des usages sociaux du témoignage oral. Une séance entière a été consacrée aux questions techniques concernant l'enregistrement, le traitement sonore des enregistrements et la numérisation, tant

1. Le premier à avoir employé et théorisé la notion d'ingénierie historique est Guy Thuillier, historien de l'administration et fondateur de nombreux comités d'histoire ministériels. Il a notamment écrit « Pour une théorie de l'ingénierie historique », dans *Pour une histoire de la bureaucratie*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, ministère de l'Économie et des Finances, Paris, 1999, p. 71-88. Nous avons pour notre part développé cette notion en étudiant les activités de ces mêmes comités d'histoire depuis leur émergence dans les années 1980 (Florence Descamps, « Quelques réflexions à propos des comités d'histoire, ornements inutiles ou nouveaux acteurs de la recherche historique ? », *Études et documents*, X [1998], p. 483-627).

les besoins en connaissances et en formation sont importants dans ce domaine (grâce au concours de M. Courty technicien du son).

Deux études de cas ont ensuite été proposées aux étudiants :

— Le programme d'archives orales « Histoire du Corps préfectoral depuis 1945 » qui fait l'objet d'une convention d'étude entre le ministère de l'Intérieur, l'EPHE et les Archives nationales, entre maintenant dans sa deuxième année. La méthode choisie est celle du récit de carrière, avec un accent mis sur les grandes césures de l'après-seconde guerre mondiale et sur un certain nombre de thématiques dominantes propres au ministère de l'Intérieur : la Libération, la Reconstruction, la guerre d'Algérie et les successives politiques algériennes menées de 1945 à 1962, l'aménagement du territoire et le développement économique régional, 1968, l'aménagement de la région parisienne et les villes nouvelles, les lois de décentralisation et leur conséquences politiques et administratives, l'administration territoriale et la déconcentration, la réforme de l'administration vue de l'Intérieur, le maintien de l'ordre, les relations avec les élus, le rôle et le fonctionnement du ministère de l'Intérieur... Une douzaine de préfets ont d'ores et déjà été interviewés.

— L'Institut d'histoire de l'aluminium est une des plus anciennes associations d'histoire d'entreprise. Créé en 1986, soutenu par les entreprises de l'aluminium français puis par les groupes internationaux concernés, l'IHA a trois missions : la préservation et la valorisation du patrimoine de l'aluminium (archives, objets en aluminium, techniques et usages) ; la facilitation et l'encouragement de la recherche dans ce domaine (groupes de travail, séminaires, bases de données, bibliographies, mécénat de thèses et bourses d'étude) ; la diffusion des travaux et des connaissances sur cette industrie (publications savantes et beaux-livres, productions audiovisuelles, expositions, Internet). L'IHA apporte son concours à la valorisation d'une collection privée de 20 000 objets du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles. Il possède aussi une importante collection de témoignages oraux et écrits sur les métiers et les techniques de l'aluminium, ainsi que cent cinquante récits de carrière sonores et transcrits ; depuis 2005, l'IHA participe au programme de numérisation culturelle du ministère de la Culture et, en partenariat avec deux autres associations d'histoire d'entreprise, Electra et l'Association pour l'histoire des chemins de fer, il a élaboré un projet de base de données et de mise en ligne des entretiens (une quarantaine dans un premiers temps) dont les premiers résultats seront visibles en 2008 sur le site « Mémoire orale de l'industrie et des réseaux », à l'adresse suivante : <http://www.memoire-orale.org/>.

Le séminaire a été suivi par les étudiants du master 1 et 2 de l'université Paris I, intitulé « Histoire et gestion du patrimoine culturel français et européen »<sup>1</sup>, puis selon

1. 20 à 25 élèves. Ce master a pour ambition de former des personnels aptes à mettre en valeur des éléments de l'héritage historique et culturel, français et européen, en leur assurant une solide culture générale (histoire, histoire de l'art, droit du patrimoine) et en leur donnant une formation pratique et professionnelle (ingénierie culturelle et historique, documentation et informatique, gestion, anglais, gestion de projet historique et patrimonial). Les étudiants du mastère rendent un travail à la fin de l'année donnant lieu à évaluation ; il leur est offert de réaliser un dossier de présentation d'une collection de témoignages oraux existante avec proposition de valorisation ou d'exploitation historique, ou de présenter une projet de création d'un corpus de témoignages oraux, avec au moins une interview réalisée et analysée.

leurs besoins et leur sujet de recherche, par des auditeurs supplémentaires, au coup par coup, selon le sujet de la séance. La séance de Michel Courty sur les techniques d'enregistrement et de conservation a rassemblé une trentaine de personnes.

## II. *Étude d'un cas. L'histoire du ministère des Finances au XX<sup>e</sup> siècle*

Les séances ont commencé en janvier et ont surtout concerné dans un premier temps l'entre-deux-guerres, avec quelques incursions dans les années 1970 et 1980. Ce semestre est expérimental et vise à tester le croisement des approches entre historiens économiques, historiens de l'administration et anciens acteurs ou témoins, dont le témoignage a été recueilli par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France ou le sera lors de séances d'interview particulières. Les thèmes suivants ont été abordés : la naissance de l'impôt sur le revenu et son impact sur le ministère des Finances (F. Tristram) ; les réformes administratives aux Finances entre 1914 et 1930 : projets et réalisations (F. Descamps) ; l'impact de la guerre sur l'organisation et le poids du ministère des Finances dans les années vingt (L. Quennouëlle) ; les politiques fiscales dans les années trente (F. Tristram) ; les politiques d'économies budgétaires et les réformes administratives des années trente (F. Descamps) ; la direction de la Comptabilité publique et le réseau des percepteurs (C. Jumeau) ; sources autobiographiques et archives sur la direction des Prix (P. Masquelier) ; l'inspection des Finances sous Vichy (N. Carré de Malberg) ; la direction du Trésor dans les années 1970 (L. Quennouëlle) ; Paul Doumer, ministre des Finances (A. Laurin) ; « Être directeur de la Prévision 1974-1981 » (P. Cortesse). Le séminaire a été suivi par six personnes régulièrement.